

*Pour un Avent solidaire, et au-delà*

# FAIRE DE L'ALIMENTATION UN DROIT

**Jacques BRIARD**

Cette année, la campagne d'Action Vivre Ensemble sensibilise à la précarité toujours croissante en Wallonie et à Bruxelles. Avec des acteurs de terrain et des réseaux divers, elle plaide pour un véritable changement au niveau structurel.

**S**elon les données officielles parues en octobre dernier, 17,3% des habitants de Wallonie et 25% de Bruxelles, contre 10% en Flandre, vivaient en 2021 sous le seuil de pauvreté. Ces pourcentages - traduction partielle de la réalité - ont sans doute encore augmenté cette année. Car la précarisation n'a cessé de croître à travers les crises qui se sont multipliées depuis les *Golden Sixties*, quand on parlait de 10% de Belges vivant dans la pauvreté.

Lors de la Journée mondiale de lutte contre la pauvreté du 17 octobre dernier, Action Vivre Ensemble, le Réseau wallon de lutte contre la pauvreté, la Fédération des services sociaux (FSS) et le mouvement ATD Quart-Monde ont affirmé que « *la situation est devenue intenable pour les ménages en difficulté* ». Relevant que, de plus en plus, la classe moyenne est touchée. Ainsi, selon la Concertation alimentaire de la FSS, environ six cent mille personnes ont recours à l'aide alimentaire en Belgique, contre quatre cent cinquante en 2019. Elles font appel aux CPAS, à la Croix rouge, aux épiceries sociales, aux banques alimentaires, aux restos du cœur, aux sociétés de Saint-Vincent-de-Paul, etc.

## PAR LE PRISME DES RESENTIS

Pour avoir appuyé des centaines d'initiatives locales de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale en Wallonie et à Bruxelles depuis les années 70, Action Vivre Ensemble rejoint ces différents cris d'alarme. D'où son analyse développée dans *Une sécurité sociale de l'alimentation* et d'autres publications qui prônent le droit à l'alimentation. Une étude encore plus fouillée, *L'aide alimentaire, un panier d'émotions*, aborde cette problématique par le prisme des ressentis : la peur à cause de la flambée des prix et de la dégradation de l'environnement ou la honte rongant ceux et celles qui ont recours à l'aide alimentaire, renforcée par le soupçon de déficits dans l'éducation. A ces constats s'ajoute aussi la colère face au mépris des droits et au gas-

pillage ou encore la joie de s'entraider et de se nourrir tout simplement. Car Action Vivre Ensemble a relevé que les associations sont de véritables filets de sécurité pour les personnes précarisées. Citant une bénéficiaire de l'épicerie *Les Capucines*, située dans le quartier des Marolles à Bruxelles, pour qui « *quand on peut manger à notre faim, les enfants sont heureux* ».

## AVEC LES ACTEURS DE TERRAIN

Principale auteure de l'étude, Catherine Daloze estime qu'il faut revoir les dispositifs mis en place face à cet appauvrissement croissant et que les véritables solutions sont structurelles. Il s'agit prioritairement de relever les revenus au-dessus du seuil de pauvreté et de réinscrire le système de production alimentaire dans une perspective plus globale et durable. « *Malheureusement nécessaire, l'aide alimentaire est vitale pour beaucoup. Elle est aussi une porte d'entrée du travail social. Mais elle n'est pas une vraie solution. Des dispositifs comme les colis alimentaires sont des sparadraps sur des plaies* », considère-t-elle.

Action Vivre Ensemble se base sur ses partenariats menés avec des initiatives locales et des réseaux plus ou moins grands. Selon Catherine Daloze, « *ces enrichissants allers et retours avec des acteurs de terrain nourrissent la réflexion, notamment lors d'assemblées associatives régionales où se rencontrent et témoignent chaque année des responsables et bénéficiaires de plus de cent projets soutenus via les campagnes d'Avent et les dons de particuliers* ».

Toutefois, si beaucoup d'initiatives de lutte contre la pauvreté reposent sur le monde associatif, l'association catholique plaide pour un véritable changement au niveau structurel à travers divers leviers : une augmentation de tous les revenus de remplacement au-dessus du seuil de pauvreté, une fiscalité redistribuant mieux les richesses et des services publics de meilleure qualité et moins chers. Ainsi qu'une régulation du commerce international en matière

## INDICES

## AUTONOMES.

L'abbaye bénédictine de Sainte-Marie-de-la-Pierre dans l'Yonne (France) assure son indépendance énergétique grâce à une centrale hydroélectrique qui capte l'eau de la rivière proche. Elle a été installée au début des années 60 par le père Athanase formé à l'École polytechnique.

## ANNONCIATEUR.

Le rapport Meadows, du nom du chercheur américain qui l'a signé avec Jorgen Ringers, a tout juste 50 ans. C'est en effet en 1972 qu'est parue cette première étude scientifique qui calculait les limites de la croissance sur Terre. Leurs analyses correspondent au monde d'aujourd'hui, hélas.



## RÉTABLIE ?

« Si le pape restaurait l'obligation de ne pas manger de viande le vendredi au niveau mondial, cela constituerait une source majeure et peu chère de réduction des émissions de gaz à effet de serre », a déclaré le chercheur britannique Shaun Larcom. L'occasion de rétablir une très ancienne tradition chrétienne ?

## INTERROGÉ.

« Car Dieu a tellement aimé le monde qu'il a donné son Fils unique, afin que quiconque croit en lui ne se perde pas, mais obtienne la vie éternelle. » Ce verset de l'Évangile de saint Jean (Chap. 3 Vers. 16) est le plus recherché sur Google avec 2 millions de connexions mensuelles.



© Frédéric Pauwels - Collectif HUMA

L'AIDE ALIMENTAIRE.  
De plus en plus nécessaire, mais à dépasser.

à la fois de droits humains et de qualité de l'alimentation et une accessibilité pour tous à l'alimentation dans la restauration collective avec, par exemple, des repas gratuits en écoles maternelles et primaires.

L'étude *L'aide alimentaire, un paquet d'émotions* développe ce point de vue analytique à destination du public le plus large possible. Elle ne fait pas référence à l'enseignement social de l'Église et aux appels répétés à la solidarité du pape François, dont l'association a répercuté l'encyclique *Laudato si'* sur la sauvegarde de la maison commune qu'est notre terre. Néanmoins, pour sa campagne préparant à la fête de Noël, et dans une perspective reliant foi et engagements dans la société, Action Vivre Ensemble propose aux communautés chrétiennes des *Pistes pour un Avent solidaire* et *Quatre petits contes d'Avent*.

Sur son site web, outre ces divers outils et de régulières analyses, l'association propose l'affiche *Faim de Justice* et la *Gazette de*

*l'Avent* où l'on peut lire un éditorial de Mgr Delville, évêque de Liège et référent pour l'ASBL, intitulé *De l'aide alimentaire à la recherche de la Paix*. Cette revue présente aussi les cent-neuf associations de lutte contre la pauvreté à soutenir, une vidéo de campagne et une exposition de panneaux de photos réalisée avec des bénéficiaires de l'aide alimentaire par la Fédération des services sociaux, chez qui elle peut être empruntée.

PENSER PLUTÔT  
QUE PANSER

Par ailleurs, dix personnes engagées dans Action Vivre Ensemble, dont une majorité de volontaires, ont publié cette année une recherche participative, *Pauvretés-Changer de pansement ou penser le changement ?*, où est représenté un puzzle des solidarités façonnées bien au-delà des bonnes volontés individuelles. Les pièces de ce puzzle prennent la forme de réflexions et d'actions autour des revenus, de l'aide sociale, de la fiscalité, de la

démocratie, de la jeunesse et de la transition écologique et solidaire.

Avec la collecte des 10 et 11 décembre prochains dans les communautés chrétiennes et les appels aux dons, la campagne de l'Avent s'inscrit dans le travail de sensibilisation et d'interpellation que l'association catholique mène cette année avec ses partenaires sur le thème particulier du droit à l'alimentation. De son côté, son organisation sœur Entraide et Fraternité promeut la solidarité envers des partenaires engagés parmi des populations pauvres de pays du Sud, dont les membres du mouvement international Via Campesina. Fondé à Mons en 1993 avec l'appui d'ONG belges, celui-ci prône la souveraineté alimentaire qui « véhicule l'idée qu'il ne s'agit pas seulement de produire assez de nourriture, mais également d'assurer l'équité et l'accès à la nourriture pour tous, y compris pour les générations futures ». ■

[www.vivre-ensemble.be](http://www.vivre-ensemble.be)